



L'essentiel



Du mercredi 8 juillet 2015 - de la part de Stéphane Le Foll

GRECE

La France, et le président de la République d'abord, ne ménage pas ses efforts sur le dossier grec. La France tient son rang et suit sa vocation de garante du destin européen. Le président de la République assume pleinement son rôle, avec sens de l'Histoire. La réunion de l'Elysée, ce lundi, était ainsi essentielle pour renouer le dialogue. Le couple franco-allemand a un rôle déterminant à jouer, et la France s'appuie sur sa force d'entraînement, sans être nullement à la remorque de l'Allemagne. Le gouvernement a souhaité qu'un débat se tienne avec les parlementaires pour que la représentation nationale soit pleinement associée, car nous sommes à un moment crucial, car l'Europe est à un moment crucial de son Histoire. Il n'y a plus de temps à perdre. S'il n'y avait pas d'accord dimanche, les conséquences seraient graves. S'il y a accord, l'Assemblée nationale devra se prononcer par un vote. Au-delà, il appartient au couple franco-allemand de se saisir de cette crise pour en faire une opportunité, et donner à l'Europe une dimension politique.

« La France – et le président de la République d'abord – [...] ne ménage pas ses efforts, pour trouver des solutions [sur le dossier grec], pour faire converger les points de vue. Pour que la Grèce tienne ses engagements. Pour écouter le choix d'un peuple, tout en assurant la cohésion de l'Europe ».

- **« La France tient son rang, [et reste plus que jamais] un garant du destin européen.** C'est notre vocation. Nous ne pouvons pas céder à la résignation. Nous ne pouvons nous dérober à nos responsabilités historiques.
- **« Le président de la République assume pleinement ce rôle. Avec sens de l'Histoire ». « La réunion qui s'est tenue, à l'Elysée, lundi soir, [avec Angela Merkel] était ainsi essentielle pour renouer le lien avec tous les acteurs ».** La France « fait tout, aux côtés de ses partenaires, en s'appuyant sur la force, la cohésion, du couple franco-allemand ». « La force de cette relation, c'est de savoir avancer ensemble ».
- **« Si nous nous mobilisons autant, ce n'est pas [...] parce que nous serions à la remorque de l'Allemagne, ou indulgents vis-à-vis du gouvernement d'Alexis Tsipras, mais parce que c'est notre intérêt.** Et notre intérêt, c'est l'Europe ».
- **« Rien n'est facile, mais c'est à nous de nous élever à la hauteur du moment. C'est ce que fait le Président de la République aux côtés de la Chancelière d'Allemagne, encore lundi dernier, et encore mardi soir, à Bruxelles »,** avec Michel Sapin. « La détermination de la France est totale ».

Le gouvernement a souhaité qu'un débat se tienne aujourd'hui avec les parlementaires « pour que la représentation nationale soit pleinement associée, car nous sommes à un moment crucial. Crucial pour la Grèce et le peuple grec. Crucial, aussi, pour nous, et pour la construction européenne ».

- **« L'Europe est à un moment crucial de son Histoire » :**
 - **« Nous devons refuser une Europe du ressentiment, de la punition et de l'humiliation. Une Europe où monteraient, ici, les sentiments anti-grecs, et là, les sentiments antiallemands, où s'installeraient définitivement les égoïsmes et les populismes » ;**
 - **« L'Europe, c'est la fierté d'être soi, pas le repli sur soi.** C'est le respect des peuples et des individus » ;
 - **« La Grèce est un grand pays européen.** Elle est dans l'Union européenne depuis 1981, grâce notamment à la France avec, à l'époque le président Valéry Giscard d'Estaing. Elle est alors sortie de la dictature des colonels ».

- **Une sortie de l'euro, c'est à coup sûr pour la Grèce** : « l'effondrement des revenus, les prix des importations qui explosent, y compris pour les biens de première nécessité, des conséquences sociales et politiques et d'ordre public que personne d'entre nous n'est capable de prévoir. Est-ce cela que nous voulons, pour le peuple grec ? Est-ce cette image que nous voulons donner de l'Europe aux yeux du monde ? Non ! En tout cas, ce n'est pas la position de la France ».
 - o « **Sachons donc entendre les messages, d'un peuple qui a connu l'austérité. Par leur vote, les Grecs n'ont pas voulu couper les ponts avec l'Europe, ils n'ont pas dit non à l'Euro** ». « Tous savent combien les conséquences de la sortie de la monnaie unique seraient terribles ; tous savent combien on ne peut pas en sortir 'calmement' et 'sans drame' ».
 - o « **Accepter une sortie de la Grèce de la zone euro [c'est] un aveu d'impuissance** », après que la France a « porté, avec la majorité précédente, [...] une assistance financière massive – proche de 240 Md € ». « C'est être en contradiction totale avec nos valeurs et les orientations que la France a toujours voulues pour l'Europe ». Le gouvernement s'y refuse.

- **« Le maintien de la Grèce dans l'euro, et dans l'Union européenne, c'est aussi un enjeu géostratégique et géopolitique de la plus haute importance »**. On peut penser « à nos relations avec la **Turquie**, aux **Balkans** toujours fragiles, aux tensions à la frontière Est de l'Europe – la Grèce, par ses liens notamment avec la **Russie** et le monde orthodoxe, est un acteur majeur du partenariat oriental ». On peut penser « aux **enjeux migratoires**. La Grèce est aujourd'hui, avec l'Italie, l'un des pays les plus exposés aux arrivées massives de migrants. La Grèce, membre de l'**Otan**, c'est aussi l'avant-poste européen d'un **Proche-Orient** en plein embrasement. Affaiblir la Grèce, c'est donc nous affaiblir collectivement. C'est un affaiblissement de l'Europe ».

« Les conditions d'un accord complet, global et durable sont connues » (PM, 08/07/15) :

- « **Des réformes nécessaires et détaillées** pour moderniser et redresser l'économie, bâtir un Etat solide, réactif efficace ». « Mener ces réformes est la condition essentielle à l'obtention d'un nouveau programme d'aide financière » ;
- « **Des moyens pour financer la croissance en Grèce** car, [...] c'est d'abord cela que veulent les Grecs » : « apporter à l'économie grecque l'oxygène dont elle a besoin pour redémarrer ».
- « **Une perspective claire sur le traitement de la dette** » : il convient « d'établir une trajectoire soutenable de la dette grecque pour les prochaines années [afin] d'avancer vers une solution durable » (PM 08/07/15) ;
- Il ne s'agit pas d'autoriser la Grèce à « rester dans la zone monétaire européenne, sans respecter les principes et les mécanismes de cette zone » (PR, 07/07/15).

« Il n'y a plus de temps à perdre » (PR, 07/07/15) :

- **Mardi, le Sommet de la zone euro « était nécessaire pour rétablir le dialogue »** (PR, 07/07/15) ;
- Ce mercredi, « les Grecs ont soumis formellement leur demande d'aide d'urgence dans le cadre du Mécanisme Européen de Stabilité » (PM, 08/07/15) ;
- « **Jeudi, ils présenteront un programme complet de réformes** précises à mener à court et à moyen terme ».
- « **Samedi, une nouvelle réunion de l'Eurogroupe** se tiendra, sur la base de l'évaluation faite par les institutions » ;
- « **Dimanche une nouvelle réunion des chefs d'Etat** ou de gouvernement » sera organisée ;
- « **S'il y a accord, l'Assemblée nationale devra se prononcer par un vote** » (PM, 08/07/15) ;
- **S'il n'y avait pas d'accord dimanche « les conséquences seraient graves**. Cette option doit être envisagée. Ce n'est pas la solution de la France » (PR, 07/07/15).

« Il faut donner à l'Europe une dimension politique » (PR, 07/07/15). « Il appartient au couple franco-allemand de se saisir de cette crise pour en faire une opportunité. L'opportunité d'une zone euro renforcée, et donc d'une Europe plus forte. L'exemple grec le montre, le travail sur l'approfondissement de la zone euro n'est pas achevé. La question qui se pose en filigrane, c'est bien sûr celle du gouvernement économique de l'Europe » (PM 08/07/15).

Pour toute question, tout besoin ou suggestion : contact@porte-parole.gouv.fr ; 01 49 55 81 16 / 58 84

L'Essentiel, c'est : du lundi au vendredi, les positions clés du gouvernement sur les sujets d'actualité.